

Unité départementale de l'Isère

Grenoble, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 avril 2022

Contexte et constats

Publié sur



ETABLISSEMENT

VICAT
38390 MONTALIEU-VERCIEU

Références : 2022-Is034T3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 avril 2022 dans l'établissement VICAT implanté route des usines, 38390 Montalieu-Vercieu.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été l'occasion de vérifier les conditions de démarrage d'un démontsrateur de culture de microalgues autorisé par AP DDPP-DREAL UD38-2021-03-08 du 5 mars 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT VICAT
- Adresse 38390 MONTALIEU-VERCIEU
- Code AIOT dans GUN : 61-2824
- Régime : A
- Statut Seveso : non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le démonstrateur n'a pas démarré mais les bassins ont été mis en eau.

L'exploitant doit mettre en place un relevé journalier de la consommation d'eau et en assurer la tracabilité – sous 8 jours

Le débitmètre est à installer sur la ligne amenant les fumées du four avant le démarrage du démonstrateur.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle 1

Référence réglementaire : AP DDPP-DREAL UD 38-2021-03-08 du 5 mars 2021
Prescription contrôlée ARTICLE 3 : interdiction de rejets aqueux liés au projet Le rejet d'effluents aqueux liés au projet est interdit que ce soit vers le milieu naturel ou vers une station d'épuration urbaine. Les effluents liés à l'exploitation des bassins et les condensats sont éliminés dans le four de cimenterie ou dans toute autre filière régulièrement autorisée.
Constats : Les bassins de culture ont été mis en eau mais l'installation n'a pas démarrée. Il existe une cuve permettant la récupération des effluents (condensats, vidange des bassins) qui devront faire l'objet d'un traitement dans une filière déchets.
Avis de l'inspection des ICPE: conforme
Proposition de suites : non

Point de contrôle 2

Référence réglementaire : AP DDPP-DREAL UD 38-2021-03-08 du 5 mars 2021
Prescription contrôlée ARTICLE 4_: consommation d'eau (alimentation des bassins) La consommation d'eau liée au projet est limitée à 2000m ³ /an dans la limite de l'autorisation de prélèvement fixée en annexe 4 de l'AP DDPP-IC-2019-09-17 du 7 septembre 2018. L'exploitant réalise un relevé journalier de la consommation d'eau liée au projet et en assure la traçabilité.
Constats : L'exploitant n'a pas relevé les consommations liées à la mise en eau des bassins.
Avis de l'inspection des ICPE: non conforme L'exploitant doit mettre en place un relevé journalier de la consommation d'eau et en assurer la traçabilité – sous 8 jours
Proposition de suites : demande d'action corrective par lettre

Point de contrôle 3

Référence réglementaire : AP DDPP-DREAL UD 38-2021-03-08 du 5 mars 2021
Prescription contrôlée ARTICLE 5 : débit de fumées dérivées du four Les fumées dérivées du four et utilisées sur le démonstrateur sont prélevées en aval du traitement des gaz du four, juste avant le rejet à la cheminée du four. Le débit prélevé est limité à $45\text{Nm}^3/\text{h}$; il fait l'objet d'un suivi et d'un enregistrement en continu. Les fumées dérivées sont traitées sur filtre particulaire et charbon actif avant utilisation sur le démonstrateur.
Constats : Il existe une canalisation amenant les fumées du four vers le démonstrateur. Des organes de traitement (filtre et charbon) sont présents sur la ligne. Le débitmètre reste à installer.
Avis de l'inspection des ICPE: non conforme Le débitmètre est à installer avant le démarrage du démonstrateur
Proposition de suites : demande d'action corrective par lettre

Point de contrôle 4

Référence réglementaire : AP DDPP-DREAL UD 38-2021-03-08 du 5 mars 2021
Prescription contrôlée ARTICLE 6 : forage en nappe (rafraîchissement des bassins) Le débit prélevé à des fins de refroidissement est limité à $12\text{ m}^3/\text{h}$ et $10\,000\text{ m}^3/\text{an}$.; Il est intégralement restitué à la nappe. Les débits prélevés et rejetés font l'objet d'un suivi et d'un enregistrement en continu. La température de l'eau prélevée et la température de l'eau rejetée font l'objet d'un suivi et d'un enregistrement en continu.
Constats : Présence d'un puits de prélèvement et d'un puits de réinjection avec, pour chacun, un débitmètre et un capteur de température en ligne.
Avis de l'inspection des ICPE: conforme
Proposition de suites : non